

Bruxelles, le 22 mai 1990

432

**NOTE BIO (90) 149 AUX BUREAUX NATIONAUX
CC. AUX MEMBRES DU SERVICE DU PORTE-PAROLE**

REUNION DE LA COMMISSION DU 22 MAI 1990

L'élaboration d'une politique méditerranéenne rénovée et l'examen des aides de l'Etat Français à l'entreprise Renault étaient les principaux points de l'ordre du jour de la Commission d'aujourd'hui sur lesquels une décision a été prise. Sur la nouvelle politique méditerranéenne qui couvre la période 1992/1996 le commissaire M. Matutes a tenu une conférence de presse (voir bio 147).

L'examen des aides à l'entreprise Renault a fait l'objet d'une décision de la Commission dont le contenu est le suivant :

- Consacrant les résultats de négociations couronnées de succès, d'un accord entre la Commission et le Gouvernement français, la Commission a décidé aujourd'hui, conformément aux termes de cet accord que :

- compte tenu du changement du statut de Renault par une loi adoptée en mai 1990 et compte tenu de ce qu'une partie des engagements concernant des réductions de capacité ont été respectés, le montant des aides à récupérer sera ajusté de 12 milliards de FF à 6 milliards de FF, dont 3,5 milliards de FF seront immédiatement restitués au Trésor français et 2,5 milliards seront réinscrits à titre de dette à long terme dans les livres de Renault et seront rémunérés conformément au plan de refinancement initial;
- Il n'y aura pas d'injection de capitaux par l'Etat en faveur de Renault avant la fin de 1990;
- cette décision sera communiquée aux Autorités françaises et portée à la connaissance des autres Etats membres par voie de publication au Journal Officiel des Communautés européennes.

La décision de la Commission a été présentée à la presse par le vice-président Brittan en début d'après-midi (voir bio 151).

Par ailleurs, Mme Papandréou a fait rapport à la Commission sur les perspectives des programmes ERASMUS et LINGUA II lors de la prochaine année académique 1990/1991 (voir IP 406).

Enfin, le Président Delors a fait rapport à ses collègues du déroulement du Conseil Affaires générales qui a eu lieu le week-end passé en Irlande et les vice-présidents Andriessen et Christophersen ont fait le point de la préparation de la réunion ministérielle de l'OCDE.

Amitiés,

C. Stathopoulos

